



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8580^e séance

Vendredi 19 juillet 2019, à 10 heures
New York

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Hunter
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Mission du Conseil de sécurité

Exposé présenté par les membres de la mission du Conseil de sécurité qui s'est rendue en Colombie du 11 au 14 juillet 2019

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)

19-22379 (F)



Document adapté

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Mission du Conseil de sécurité

Exposé présenté par les membres de la mission du Conseil de sécurité qui s'est rendue en Colombie du 11 au 14 juillet 2019.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra des exposés présentés par le Pérou et le Royaume-Uni, coorganisateurs de la mission du Conseil de sécurité qui s'est rendue en Colombie du 11 au 14 juillet.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Le Conseil de sécurité, dirigé par le Pérou et le Royaume-Uni, s'est rendu en Colombie du 11 au 14 juillet à l'invitation du Gouvernement colombien. Le but de cette visite était d'exprimer le plein attachement du Conseil au processus de paix et son appui à la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, d'observer et d'appuyer les efforts de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie dans l'accomplissement de son mandat et de mieux comprendre les aspirations et préoccupations des parties et autres interlocuteurs.

Afin de maintenir l'esprit pratique qui a guidé l'organisation de la visite, je rendrai compte des réunions qui se sont tenues à Bogota pendant la première journée de travail, le vendredi 12 juillet, tandis que l'Ambassadeur Allen fera des observations sur la visite effectuée sur le terrain dans le département du Cauca, le samedi 13 juillet.

À Bogota, nous avons eu un programme chargé de rencontres avec divers interlocuteurs, que nous remercions pour leur excellente volonté et la franchise avec laquelle ils ont conversé avec nous. Au cours du petit déjeuner avec le Président Iván Duque Márquez et de la réunion avec divers ministres du Gouvernement, dont le Ministre des relations extérieures Trujillo García, ici présent, les plus hautes autorités colombiennes ont souligné leur attachement à l'application de l'accord de paix et le rôle des Nations Unies dans ce domaine, l'importance qu'elles accordent à la réintégration, les préoccupations et mesures destinées à répondre aux

menaces et assassinats de responsables sociaux et la nécessité de procéder à des réformes rurales. En même temps, l'ampleur et les difficultés de cette tâche ont été expliquées. À la fin du petit déjeuner, le Président a remis au Conseil une lettre demandant la prorogation du mandat de la Mission de vérification.

Lors de la rencontre avec les membres de la Commission de paix du Congrès, la majorité des représentants ont souligné l'importance historique de l'accord de paix et de l'accompagnement du Conseil. Soulignant les progrès accomplis dans la mise en œuvre, ils ont également mis en lumière des difficultés telles que la polarisation politique, la nécessité d'une réforme rurale globale et de progrès dans la substitution des cultures, l'absence de l'État dans les zones rurales et les assassinats de dirigeants sociaux, imputés aux narcotrafiquants ou aux groupes paramilitaires.

Au cours du déjeuner avec l'équipe de pays, certains représentants ont expliqué les diverses tâches accomplies par plus de 20 organismes et programmes des Nations Unies présents dans le pays, en particulier à l'appui de l'application de l'accord de paix. À cet égard, ils ont signalé les progrès et les défis dans le domaine du développement rural, les garanties de réintégration et la sécurité des droits et des réparations des victimes, la substitution volontaire des cultures illicites, la gestion des flux mixtes de migrants et la participation des enfants et des jeunes au processus de paix.

Au cours de la réunion avec le parti politique Force alternative révolutionnaire du peuple, les sénateurs et les représentants ont réaffirmé, malgré les difficultés, le plein engagement des ex-combattants en faveur de l'accord de paix et réaffirmé la nécessité de l'accompagnement du Conseil. En particulier, ils se sont interrogés sur l'absence de résultats concrets s'agissant de la réintégration, de la mort de dirigeants sociaux et d'ex-combattants, de la persistance de la violence politique et des critiques à l'égard de la Juridiction spéciale pour la paix. À cet égard, ils ont souligné la nécessité d'un accord politique national pour surmonter les divisions du passé.

Au cours de la réunion avec la société civile, qui comprenait des représentants d'organisations de consolidation de la paix, d'organisations de défense des droits de l'homme, de groupes ethniques, de femmes, d'organisations de protection de l'enfance et de la jeunesse, de l'Église et des secteurs privé et universitaire, les progrès et les difficultés de la mise en œuvre de l'accord ont également été soulignés. En

particulier, les participants ont mentionné la nécessité d'obtenir de meilleurs résultats en matière de réforme rurale globale et de substitution des cultures illicites dans les domaines de la participation politique, du démantèlement des groupes armés, de la lutte contre la peur et les assassinats et de la vulnérabilité des groupes ethniques, des femmes et des enfants. À cet égard, ils ont appelé, entre autres mesures, à la promotion d'un pacte national visant à faciliter la participation des femmes et des jeunes aux processus politiques, ainsi que la convocation de la Commission nationale des garanties de sécurité et l'allocation des ressources nécessaires à la Juridiction spéciale pour la paix.

Au cours de la réunion avec le Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition, les représentants des trois institutions qui composent ce système ont fait part au Conseil des problèmes délicats et des difficultés rencontrés dans l'accomplissement de son mandat, en vue d'assurer une transition profondément inclusive et participative. Il s'agit d'une tâche colossale qui implique d'aborder les aspects structurels du conflit par la recherche de la vérité et de la justice et dans laquelle, nous en sommes convaincus, tout le peuple colombien est engagé.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Allen.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de poursuivre là où vous vous êtes arrêté, Monsieur le Président, avec la deuxième journée de la visite du Conseil de sécurité.

Le 13 juillet, le Conseil s'est rendu à Caldon, dans le Cauca, une région qui a été fortement touchée par des conflits au cours des cinq dernières décennies ou plus. Notre première rencontre a eu lieu avec des responsables communautaires de Caldon et de la région environnante. Ces dirigeants représentaient diverses parties prenantes, notamment les autorités autochtones locales et les gardes civils, les groupes de femmes, les groupes afro-colombiens, les défenseurs des droits de l'homme, les coopératives de travailleurs ruraux et l'Église. Ces parties prenantes se sont dites préoccupées par plusieurs problèmes qui entravaient leur travail, tels que le manque de voies de participation démocratique au niveau local, la lenteur de la mise en œuvre de la justice transitionnelle et des aspects, ayant trait à la substitution de cultures, de l'Accord final pour la fin du conflit et la

construction d'une paix stable et durable, la polarisation du discours politique national, les meurtres et menaces contre des dirigeants communautaires et des défenseurs des droits de l'homme.

Sur ce dernier point, je voudrais noter avec préoccupation qu'une femme dirigeante de la communauté a décidé de ne pas assister à la réunion avec le Conseil de sécurité en raison des menaces qu'elle avait reçues la veille au soir. Nous espérons tous qu'aucune autre menace ne sera proférée contre elle ou contre ses collègues qui ont pu assister à la réunion avec nous. Cette réunion a été une occasion importante pour les membres du Conseil d'entendre de première main ceux dont le travail quotidien est axé sur la consolidation de la paix au niveau local en Colombie. La discussion que nous avons eue avec eux a permis de mettre en lumière nombre des défis décrits dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/530). Nous saluons l'engagement constant dont ils font montre dans leur travail.

De Caldon, le Conseil s'est rendu dans la zone territoriale de Santa Rosa pour la formation et la réintégration, où nous avons rencontré des représentants du Gouvernement, notamment le Ministre des relations extérieures Carlos Holmes Trujillo García, que nous voyons ici aujourd'hui, ainsi que le Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation, Emilio Archila, des autorités locales et des anciens combattants résidents. Nous avons également visité un projet productif, où d'anciens combattants et des membres de la communauté cultivaient des tomates arbustives pour les vendre sur les marchés locaux et extérieurs, et nous avons entendu parler d'autres projets semblables.

Lors de notre réunion publique, les représentants du Gouvernement ont décrit les efforts déployés par le Gouvernement pour mettre en œuvre le plan de développement territorial dans le Cauca, de concert avec les autorités autochtones locales. Nous avons également entendu parler des programmes de réintégration menés par le Gouvernement dans la région environnante. Les représentants des gouvernements régionaux et locaux ont réaffirmé leur engagement en faveur de la paix. Les autorités autochtones locales ont demandé au Gouvernement national d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix et se sont déclarées préoccupées par les assassinats de dirigeants communautaires et l'insécurité générale dans la région.

Les dirigeants de la Force alternative révolutionnaire du peuple (FARC) et les ex-combattants ont appelé à la consolidation de la paix, à l'accélération de la mise

en œuvre de l'accord de paix et à l'intensification des efforts pour assurer la réintégration politique, en particulier avant les élections locales en octobre, parallèlement à une présence étatique accrue dans les zones précédemment occupées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire où d'autres groupes armés illégaux risquent maintenant d'intensifier leurs activités.

La visite du projet de production de tomates arbustives a permis au Conseil de voir comment l'agriculture joue un rôle central dans la réintégration des ex-combattants et de s'informer de leurs efforts collectifs et de leur engagement à réintégrer la vie civile. Les ex-combattants étaient fiers des résultats obtenus par leur projet au cours des six mois qui se sont écoulés depuis son lancement et cherchaient maintenant à dépasser le marché local et à vendre directement aux supermarchés nationaux et internationaux et aux circuits de distribution.

Les membres du Conseil de sécurité ont montré qu'ils appréciaient la qualité du produit de la tomate arboricole dans leur consommation personnelle et, sans vouloir citer de noms, je voudrais simplement suggérer à

ces parties prenantes que, si elles recherchent un marché d'exportation extérieur, elles pourraient commencer par la Russie. Cette visite sur le terrain a été un complément important à notre journée à Bogota et nous sommes reconnaissants à la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, au Gouvernement, aux FARC, aux ex-combattants, aux dirigeants communautaires et à toutes les autres parties prenantes qui ont participé à l'organisation de la visite et aux discussions que nous avons tenues. Nous nous félicitons vivement de l'engagement de tous ceux que nous avons rencontrés en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix en Colombie.

Le Président (*parle en espagnol*) : Au nom de notre délégation et de tous les membres du Conseil, je voudrais remercier tous les membres du Conseil qui ont participé à cette visite. Je voudrais également remercier le Secrétariat et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie pour l'appui qu'ils ont apporté à l'organisation d'une visite aussi importante et pour la manière efficace dont elle a été organisée.

La séance est levée à 10 h 20.